

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 45 (2025)

Faits saillants

- ❖ **Vietnam** : Le PMI manufacturier bondit à 54,5 en octobre, le plus haut en 15 mois.
- ❖ **Philippines** : Candidature officielle au CPTPP pour renforcer leur intégration commerciale régionale.
- ❖ **Singapour** : financement des start-up en hausse de +75 % en octobre.

LE CHIFFRE À RETENIR

15 Md USD

Investissements
prévus par la
coentreprise
Petronas-ENI sur 5
ans, en Malaisie et en
Indonésie.

Région

Sécurité alimentaire en ASEAN : Singapour et le Vietnam signent un premier accord sur le commerce du riz

Singapour et le Vietnam ont signé, le 30 octobre 2025, en marge du sommet de l'APEC à Gyeongju (Corée du Sud), un Mémorandum de coopération sur le commerce du riz, le premier accord de ce type conclu par Singapour. Il vise à renforcer la sécurité alimentaire bilatérale à travers un mécanisme de fourniture prévisible : le Vietnam s'engage à faciliter l'exportation, sans restrictions, d'une quantité convenue de riz vers Singapour, notamment en période de tension sur les marchés. Le Vietnam est déjà l'un des principaux fournisseurs de riz de Singapour. En 2024, Singapour a importé environ 94 M USD de riz vietnamien, soit près de 30 % de ses achats totaux. Singapour demeure fortement dépendant des importations alimentaires, couvrant plus de 90 % de ses besoins domestiques.

Grace Fu, Ministre de la Durabilité et de l'Environnement et Ministre chargée des Relations commerciales à Singapour, a souligné que le développement de partenariats régionaux de long terme est « essentiel pour garantir un approvisionnement stable dans un contexte marqué par une plus grande volatilité des chaînes agroalimentaires ». Cet accord intervient alors que plusieurs pays exportateurs d'Asie du Sud et du Sud-Est ont récemment resserré leurs conditions d'exportation, incitant Singapour à diversifier ses sources et à sécuriser ses approvisionnements stratégiques.

Indonésie

Légère décélération de la croissance indonésienne au troisième trimestre à 5,04 %

L'économie indonésienne a enregistré une croissance de 5,04 % au T3 2025, en léger repli par rapport aux 5,12 % du T2, selon les données publiées mercredi par l'agence nationale de statistiques (BPS). Portée par la consommation des ménages (+4,9 %, en léger ralentissement face aux 5 % du trimestre précédent) et les exportations (+9,9 %), la croissance a néanmoins été freinée par la contraction du secteur minier, affecté par la baisse de la demande mondiale en charbon. Malgré un investissement en repli et des tensions sociales récentes, la vigueur des exportations de produits manufacturés et la hausse des dépenses publiques (+5,5 %) soutiennent encore l'activité. La consommation continue de représenter plus de la moitié du PIB national, mais sa part est passée à 53,1 % au troisième trimestre, contre 54,2 % et 54,5 % aux T2 et T1, respectivement. Le gouvernement espère atteindre son objectif annuel de 5,2 % grâce à un nouveau plan de relance de près de 3 Md USD qui sera déployé au quatrième trimestre (cf. Brèves semaine 43).

Reprise modérée de l'industrie manufacturière indonésienne

La reprise de l'activité manufacturière indonésienne se confirme, le PMI manufacturier S&P Global atteignant 51,2 en octobre, après 50,4 en septembre. Cette progression marque un troisième mois consécutif d'expansion, signalant une amélioration modérée mais durable des conditions de production. La hausse de la demande intérieure, moteur principal de la croissance, a compensé la baisse des nouvelles commandes à l'exportation en recul pour le deuxième mois d'affilée. Ce regain d'activité s'est traduit par une création d'emplois, la plus rapide depuis mai, et une augmentation des achats d'intrants, bien que la production soit restée globalement stable. Les coûts de production ont toutefois fortement augmenté, atteignant leur plus haut niveau en huit mois, en raison de la hausse des prix des matières premières. Malgré ces tensions inflationnistes, les entreprises ont choisi de limiter la hausse de leurs prix de vente pour préserver leur compétitivité.

L'Indonésie enregistre un nouveau mois d'excédent commercial en septembre

L'Indonésie a affiché en septembre 2025 un excédent commercial de 4,3 Md USD, selon l'agence nationale de statistiques (BPS), en retrait par rapport à celui d'août (5,5 Md USD). Les exportations ont atteint 24,7 Md USD, en hausse de 11,4 % sur un an, portées par le dynamisme du secteur manufacturier et des ventes non pétrolières et gazières (+12,8 %). Les principaux contributeurs ont été les graisses et huiles animales et végétales et le fer et l'acier. Sur les trois premiers trimestres de 2025, les exportations cumulées ont progressé de 8,1 % à 209,8 Md USD, tandis que les importations ont augmenté de 7,2 %. Le secteur minier a connu une contraction notable, reculant de 23,7 % pour atteindre 26,7 Md USD jusqu'en septembre 2025. Les principaux partenaires commerciaux demeurent les États-Unis et l'Inde, avec lesquels Jakarta enregistre d'importants excédents, qui compensent des déficits persistants vis-à-vis de la Chine et de l'Australie.

Malaisie

Petronas signe deux accords stratégiques

Le 3 novembre, le groupe pétrolier malaisien Petronas et son homologue italien ENI ont conclu un accord pour créer une coentreprise détenue à parts égales chargée de gérer 19 actifs pétroliers et gaziers, dont cinq situés en Malaisie et quatorze en Indonésie. Opérationnelle en 2026 et financièrement autonome, la nouvelle entité investira plus de 15 Md USD sur cinq ans. Elle prévoit notamment le forage de quinze puits d'exploration, avec l'objectif de produire 3 Md de barils équivalent pétrole (bep) et de valoriser un potentiel supplémentaire estimé à 10 Md de bep. La production initiale devrait dépasser 300 000 bep/jour, avec une montée en puissance au-delà de 500 000 bep/jour à moyen terme. Cet accord formalise un processus entamé par la signature d'un protocole d'accord en février 2024. Par ailleurs, Petronas a signé un contrat commercial de vingt ans avec la société de services pétroliers canadienne Pembina Pipeline Corp pour liquéfier et exporter, à hauteur de 1 M de tonnes par an, son gaz naturel produit en Colombie britannique. Cette initiative renforce l'activité du groupe malaisien au Canada, où il détient environ 1 500 Md de mètres cubes de réserves de gaz.

Lancement du plan stratégique 2026-2030 pour l'économie du soin

Lors d'une conférence organisée en marge du 47^e Sommet de l'ASEAN, la ministre des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire, Nancy Shukri, a présenté le 4 novembre un plan d'action stratégique pour l'économie du soin 2026-2030. Le projet vise à bâtir un écosystème de soins inclusif et durable autour de cinq

piliers : gouvernance, parcours de carrière, plaidoyer, coopération stratégique et promotion de la recherche et des technologies. Il entend structurer le secteur, protéger et professionnaliser les aidants et former 50 000 soignants qualifiés d'ici 2030, dans le cadre du 13^e Plan malaisien. La ministre a souligné le rôle clé du partenariat public-privé et de la coopération avec les agences des Nations unies (PNUD, ONU Femmes et Unicef), ainsi qu'avec les acteurs privés malaisiens, dans l'optique de devenir une référence régionale en matière d'économie du soin.

Légère contraction du secteur manufacturier malaisien en octobre à 49,5

L'indice PMI manufacturier de la Malaisie s'est replié à 49,5 en octobre, contre 49,8 en septembre, son plus bas niveau en quatre mois. Le pays est aujourd'hui le seul de l'ASEAN à se situer sous le seuil neutre de 50, tandis que le PMI régional s'établit à 52,7 (après 51,6), son plus haut niveau depuis plus de trois ans. Cette contraction reflète une baisse des nouvelles commandes, en particulier à l'export vers l'Asie-Pacifique et l'Afrique, ainsi qu'un ralentissement de la production, le plus marqué depuis cinq mois. Les entreprises ont légèrement réduit leurs effectifs et leurs stocks, tandis que les achats d'intrants n'ont progressé que marginalement. Les prix de vente ont été revus à la baisse pour la première fois en six mois afin de stimuler la demande.

Singapour

Marché du travail stable à Singapour au T3 2025, chômage à 2,0 %

Selon les données préliminaires du ministère de la main-d'œuvre, le taux de chômage à Singapour est resté stable à 2,0 % au troisième trimestre 2025, soit 2,8 % pour les résidents et 3,0 % pour les citoyens, des niveaux jugés « non récessionnaires ». L'emploi total a augmenté de 24 800 personnes, contre 10 400 au trimestre précédent, soutenu par les secteurs des services financiers et de la santé. Les licenciements se sont maintenus à 3 500, principalement liés à des réorganisations d'entreprises. Parallèlement, 44,1 % des entreprises envisagent de recruter au quatrième trimestre, malgré un affaiblissement dans les secteurs tournés vers l'extérieur. Le ministère anticipe une modération de la croissance salariale en raison des coûts élevés, tandis que les gains d'emploi devraient davantage provenir des travailleurs non-résidents, la participation locale atteignant déjà un niveau élevé.

Forte reprise du financement des start-up à Singapour en octobre 2025 (274 M USD)

Le financement des start-up à Singapour a atteint 274 M USD en octobre 2025, soit une hausse de +74,9 % par rapport à septembre et de +11,6 % sur un an. Les tours de financement avancés, c'est-à-dire les levées de fonds réalisées par des entreprises déjà matures

pour accélérer leur croissance ou préparer une introduction en bourse, ont représenté 81,1 % des montants levés. Parmi les principales opérations figurent Supabase (120 M USD) pour développer sa plateforme de bases de données open source, Endowus (70 M USD) pour renforcer ses services de gestion de patrimoine numérique, et Finture Group (32 M USD) dans la fintech. Les investisseurs les plus actifs ont été Peak XV Partners, Prosus et Moore Strategic Ventures. Cinq acquisitions ont été recensées sur le mois, mais aucune introduction en bourse, illustrant une reprise sélective centrée sur les entreprises les plus solides du capital-innovation singapourien.

Singapour renforce son écosystème quantique avec un nouvel ordinateur à usage commercial

Le gouvernement singapourien a annoncé la mise en service en 2026 de son premier ordinateur quantique à vocation commerciale, développé dans le cadre d'un partenariat entre le National Quantum Office (NQO) et la société américaine Quantinuum. Ce système, baptisé Helios, constituera la deuxième installation quantique du pays après celle du National Quantum Computing Hub, actuellement limitée à la recherche. L'initiative vise à soutenir les applications industrielles de calcul quantique, notamment dans la modélisation financière, la découverte de médicaments et l'optimisation logistique. Le projet inclut également l'ouverture d'un centre de R&D et d'opérations à one-north, destiné à accueillir ingénieurs et chercheurs et à favoriser le transfert technologique vers le secteur privé. Ce déploiement s'inscrit dans la continuité des 700 M SGD investis depuis 2002 dans les technologies quantiques, consolidant la position de Singapour comme pôle régional d'innovation en calcul de haute performance.

Singapour révisé sa stratégie « 30 by 30 » de sécurité alimentaire

Les autorités singapouriennes ont annoncé le report à 2035 de l'objectif visant à produire localement 30 % des besoins nutritionnels du pays, initialement fixé à 2030. La stratégie révisée distingue désormais deux cibles sectorielles : 20 % pour les produits riches en fibres (légumes, champignons) et 30 % pour les protéines (œufs, produits aquacoles). Cette inflexion traduit les contraintes structurelles de la cité-État — disponibilité foncière limitée, coûts élevés des intrants et dépendance aux importations — tout en maintenant l'ambition de renforcer la résilience du système agroalimentaire. Le plan prévoit un soutien accru à la productivité agricole via les technologies agri-tech, l'optimisation énergétique des serres et la valorisation des circuits fermés, dans une logique de sécurité alimentaire intégrée et durable.

Vietnam

Forte reprise du secteur manufacturier vietnamien

Selon l'entreprise d'information et d'analyse financière américaine S&P Global, l'indice PMI (« Purchasing Manager's Index », soit indice des directeurs des achats permet de connaître l'état économique d'un secteur) manufacturier du Vietnam a atteint 54,5 en octobre, contre 50,4 en septembre. Cette hausse marque la plus forte expansion du secteur depuis 15 mois et une nette amélioration des conditions d'activité. Sa croissance a été soutenue par les nouvelles commandes, en particulier à l'export, qui ont augmenté pour le deuxième mois consécutif et au rythme le plus rapide depuis plus d'un an. Banque mondiale identifie une augmentation de 23 % du chiffre d'affaires des exportations vietnamiennes vers les États-Unis, atteignant 113 Md de dollars. Les entreprises vietnamiennes ont réagi à cette demande accrue en augmentant leur production et en recrutant davantage de personnel. Malgré des coûts de production en hausse, les industriels estiment que le climat des affaires s'est amélioré, aussi ils anticipent une hausse continue des commandes dans les prochains mois et prévoient d'accroître leurs capacités de production.

Le Vietnam accélère la construction de son centre financier international à Hồ Chí Minh-Ville

Le centre s'étendra sur environ 900 ha, dans les quartiers de Sai Gon, Ben Thanh et Thu Thiem avec une mise en service envisagée d'ici fin 2025. De nombreux accords et programmes de formation aux standards internationaux sont en cours de déploiement. Un accord stratégique avec le Nasdaq a été signé à la mi-octobre et prévoit une coopération dans cinq domaines clés : gouvernance, cotation croisée, transfert technologique et formation. En parallèle, l'Université d'Économie a conclu en octobre un partenariat avec le New York Institute of Finance pour former les futurs experts. En matière de cadre juridique, la ville a contribué à l'élaboration de l'ensemble des huit décrets relatifs à la création du centre, dont sept ont déjà été validés. Parallèlement, la municipalité de HCMC prépare son propre règlement de fonctionnement, en coordination avec la ville de Da Nang. En matière d'infrastructures, les principaux opérateurs de télécommunications se sont engagés à investir dans un réseau Internet à très haut débit, garantissant un environnement numérique moderne. Parallèlement, le Service de la construction et celui de l'urbanisme accélèrent la préparation des infrastructures nécessaires à la mise en service du centre. La ville a progressé de trois places dans l'indice GFCI 2025, passant du 98^e au 95^e rang, dépassant Bangkok. Un portail électronique dédié au Centre financier international à Hồ Chí Minh-Ville est également en cours de développement, intégrant un système d'enregistrement des membres et de connexion avec le centre de Đà Nẵng.

Les récentes inondations dans le centre du Vietnam alourdissent le bilan économique des catastrophes naturelles

Le Premier Ministre Pham Minh Chinh a signé mardi dernier une décision visant à débloquer des fonds d'urgence afin de restaurer les infrastructures essentielles suites aux importantes inondations ayant touché le centre du Vietnam la semaine dernière. Les dégâts devraient continuer de s'aggraver avec le typhon Kalmaegi, 13^e tempête de l'année 2025, lequel devrait toucher les zones déjà sinistrées à partir du 6 novembre. Entre janvier et octobre 2025, les dommages engendrés par les catastrophes naturelles sont estimés à 1,3 Md USD et à une réduction du PIB d'environ 0,2 %. En comparaison, le préjudice du typhon Yagi (septembre 2024) avait été estimé à 3,3 Md USD. Le Vietnam figure parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique selon la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies d'un point de vue macroéconomique. Dans une étude de 2022 menée par la Banque Mondiale, les besoins totaux de financement supplémentaires du Vietnam pour la modernisation de ses actifs, la rénovation et la mise à niveau des infrastructures publiques existantes, ainsi que pour le financement de l'aide sociale nécessaire, pourraient atteindre entre 342 et 411 milliards de dollars US sur la période 2022–2050, dont 55-92 Md USD d'ici 2030. A terme, le PIB du pays pourrait être réduit de 12 et 14 % d'ici 2050 à cause des effets du changement climatique.

Thaïlande

Résilience des secteurs manufacturier et exportateur au T3

Au troisième trimestre 2025, l'excédent commercial thaïlandais s'est établi à + 7,0 Md USD, après +5,3 Md USD au T2, avec une progression plus importante des exportations (86,2 Md USD au T3, après 84,2 Md USD au T2) que des importations (79,2 Md USD au T3 après 78,9 Md USD au T2). En particulier, en septembre, les exportations auraient progressé de +19,0 % en g.a. Ainsi, sur les 9 premiers mois de l'année 2025, l'excédent commercial s'est établi à +20,5 Md USD, soit une hausse de +37,7 % en g.a. En résulte une nette progression du solde courant, à +14,9 Md USD sur les 9 premiers mois de l'année. Par ailleurs, l'indice PMI manufacturier de S&P global s'est établi en moyenne à 53,2 en moyenne au T3 2025, marquant une amélioration des perspectives à court terme. En particulier, en septembre, l'indice PMI manufacturier s'est établi à 54,6, sa plus forte hausse en 28 mois, porté par la demande domestique.

Programme de rachat public de créance douteuse validé par le Cabinet

Le gouvernement thaïlandais a approuvé son programme destiné à aider les petits emprunteurs fortement endettés. Il prévoit le rachat

par les sociétés de gestion d'actifs publics Ari AMC et Sukhumvit Asset Management (SAM) de prêts non-performants pour un encours total de 3,7 Md USD (122 Md THB). 3,4 M thaïlandais avec des prêts de moins de 3 089 USD (100 000 THB) seront concernés. La première phase prévoit le transfert à SAM de 1,3 Md USD (43,6 Md THB) de créances douteuses détenues par des banques commerciales. La seconde prévoit le transfert à Ari AMC de 580 M USD (18,8 Md THB) de créances douteuses détenues par des institutions financières spécialisés (IFS). Le reste des créances douteuses, détenues par des emprunteurs particuliers et issues d'institutions non bancaires, sera traitée lors d'une phase ultérieure. Le processus de restructuration comprendra l'annulation des pénalités et l'effacement partiel du montant emprunté, tout en allongeant la durée de remboursement. Selon le secrétaire permanent au ministère des Finances, M. Lavaron Sangsnit, les emprunteurs dont les dettes sont transférées à des sociétés de gestion d'actifs et qui remboursent conformément aux conditions convenues, même après seulement un à trois mois de paiements réguliers, pourront demander un prêt auprès de la *Government Savings Bank* (GSB) sans devoir attendre trois années complètes d'historique de crédit positif.

Nouvelle stratégie d'adaptation au changement climatique annoncée en amont de la COP30 au Brésil

La Thaïlande prépare une version 3.0 de ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) avec la mise à jour de sa contribution déterminée au niveau national (« NDC ») qui sera présentée lors de la COP30 au Brésil. L'objectif de « zéro émission nette » serait avancé à 2050, soit 15 ans plus tôt que l'objectif précédent de 2065. Les émissions absolues de GES devraient être réduites de 109,2 Mt CO₂ d'ici 2035 par rapport au niveau de 2019. Au total, les investissements nécessaires à cette réduction de 109,2 Mt CO₂ devraient être financés à 70 % par des capacités nationales (publiques ou privées) et à 30 % grâce à des capitaux étrangers via des subventions, des prêts à faible taux d'intérêt, des investissements ou des garanties. Ainsi, le « plan financier d'investissement 2035 » d'un montant 7 Md USD doit permettre une réduction de 32,8 Mt CO₂, soit 30 % de la cible à horizon 2050. La Thaïlande vise en particulier à accroître l'absorption des GES par les forêts, en portant la capacité d'absorption des GES de 107 Mt CO₂ aujourd'hui à 118 Mt CO₂. Combinée à la réduction de 109,2 Mt CO₂ d'émissions et à cette augmentation de l'absorption, les émissions nettes de la Thaïlande devraient s'établir à 152 Mt CO₂ en 2035, un niveau conforme à la trajectoire vers la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Report des activités de 4 centrales électriques pour cause de ralentissement de la demande

Face à un ralentissement de l'activité économique, l'Autorité énergétique thaïlandaise (EGAT) a suspendu les opérations de trois centrales à gaz (North Bangkok, South Bangkok et Nam Phong) et ainsi qu'une centrale au charbon (unités 8 et 9 de Mae Moh). Ces

centrales devaient fournir de l'électricité sur la période 2025-2030. Leur activité devrait redémarrer en 2027. L'ouverture d'une cinquième centrale à Burapa a également été repoussée afin d'éviter une surproduction d'électricité. Ces reports devraient permettre à EGAT et aux entreprises concernées d'économiser 108 M USD (3,5 Md THB).

Philippines

Les Philippines ont déposé leur candidature pour rejoindre le partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)

Dans la continuité de leur politique d'ouverture et afin d'atténuer l'impact des politiques tarifaires américaines sur le commerce extérieur, les Philippines ont officiellement déposé leur candidature pour rejoindre le Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP). Les États-Unis constituant le premier marché d'exportation du pays, cette démarche s'inscrit dans une volonté de diversification des partenaires commerciaux et de renforcement de l'intégration régionale. Cela permettrait également de stimuler les exportations philippines grâce à une tarification à 0% sur une grande variété de biens. Pour rappel, le CPTPP forme une des plus grandes zones de libre-échange au monde, recouvrant 500 millions d'individus et un PIB de 13,5 Md USD. Il est composé de 12 pays : l'Australie, du Brunei, du Canada, du Chili, du Japon, de la Malaisie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou, du Royaume-Uni, de Singapour ainsi que du Vietnam.

Le déficit commercial philippin a diminué de 14,7% en g.a au mois de septembre 2025

Le déficit commercial philippin s'est établi à 4,4 Md USD en septembre 2025, soit une amélioration de 14,7 % en glissement annuel. Cette évolution prolonge la tendance observée depuis le début de l'année (-2,6 % au premier semestre, -17,0 % en juillet et -19,4 % en août). La réduction du déficit s'explique par une progression plus rapide des exportations (+15,9 % en g.a) que des importations (+2,1 % en g.a), portée notamment par la hausse de 27,9 % des exportations de produits électroniques, qui représentent 55 % des ventes totales du pays à l'étranger. Les États-Unis demeurent le premier marché d'exportation des Philippines (15,3 %), devant la Chine (13,2%) qui reste également son principal fournisseur (28,4 % des importations), loin devant la Corée du Sud (9,1 %).

L'ONG CRI dénonce l'impact social et environnemental de l'extraction de nickel à Mindanao

Les Philippines sont le deuxième producteur mondial de nickel et le premier exportateur de minerai brut, avec près de 45 M de tonnes exportées en 2024, dont plus de 90 % vers la Chine. Ce minerai, essentiel à la fabrication des batteries, est au cœur de la transition

énergétique mondiale, et la demande de nickel pourrait croître de 60 % d'ici 2040. Cependant, cette activité s'accompagne, faute de mesures de protection suffisantes de la part des entreprises extractrices et des pouvoirs publics philippins, d'importantes externalités négatives pour les populations locales, selon le rapport de Climate Rights International du 4 novembre 2025. Dans la région de Caraga, qui concentre 60 % de la production nationale et 23 des 26 mines métalliques actives du pays, l'exploitation minière couvre plus de 66 000 hectares et a contribué à la perte d'environ 1,4 M d'hectares de forêts depuis 2001. Ces pratiques aggravent les risques d'inondations, et contaminent les cours d'eau utilisés pour la pêche et l'agriculture. Le rapport fait état d'une forte baisse des captures halieutiques, de maladies respiratoires et cutanées liées à la poussière minière, et d'emplois souvent précaire, illustrant le coût social et environnemental élevé de cette activité.

Cambodge

PME en ligne !

Le ministère du Commerce a développé une plateforme en ligne, Cambodia Trade e-Marketplace, accessible à l'adresse CambodiaTrade.com. Le marché en ligne a été développé avec le soutien financier du Cadre intégré renforcé dans le cadre du projet Go4eCAM (Go for e-Commerce in Cambodia) et le soutien du PNUD. L'objectif est d'aider les PME cambodgiennes à entrer dans le commerce électronique et à promouvoir les produits locaux. Lancé en pleine crise de la COVID, ce partenariat international, qui réunit 51 pays, 24 donateurs et 8 agences partenaires, collabore avec les gouvernements, les organisations de développement et les sociétés civiles. La plateforme regroupe aujourd'hui plus de 1 600 produits, offre aux producteurs une meilleure visibilité sur les marchés nationaux et internationaux et a pour ambition de devenir un canal permettant d'atteindre une clientèle plus large. Il s'agit d'un premier pas, et l'ampleur de ses résultats dépendra de l'adhésion des producteurs et de leur capacité à exploiter pleinement les opportunités offertes par le commerce en ligne.

Le riz sous emprise

Le prix du paddy, riz non usiné, a récemment chuté au Cambodge, suscitant la colère des agriculteurs. Ces derniers accusent des intermédiaires provinciaux de manipuler le commerce du riz en agissant comme des monopoles locaux. En effet, les ventes agricoles dans le pays reposent sur un réseau d'intermédiaires chargés d'acheter le riz directement aux petits producteurs, d'assurer le transport et le stockage, puis de le revendre à des acteurs plus importants (meuneries, exportateurs ou grandes entreprises). Dans certaines provinces, ces intermédiaires contrôlent l'ensemble du marché : ils s'entendraient pour fixer un prix d'achat très bas (environ 600 riels/kg, contre 1 200 auparavant). Ils empêcheraient ainsi les acheteurs d'accéder directement aux producteurs. Cette situation limite la concurrence et maintient les prix artificiellement

bas. Face à ces pratiques, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche a ordonné l'ouverture d'enquêtes pour garantir des pratiques commerciales équitables. Le ministre a notamment demandé d'identifier les intermédiaires concernés, de favoriser l'entrée d'acheteurs alternatifs offrant de meilleurs prix et de s'assurer que les revenus soient versés directement aux producteurs. Le fait que les acteurs thaïlandais ont dû quitter le marché et que les acheteurs vietnamiens sont en position de monopole ne facilite sans doute pas une plus grande concurrence non plus.

Nouvel envol pour Air Cambodia

Le Cambodge a annoncé l'intégration, à partir de 2026, de 10 avions régionaux COMAC 909 (+ 10 options) dans la flotte de sa compagnie nationale Air Cambodia. Cette initiative marque une étape supplémentaire dans le partenariat stratégique entre Phnom-Penh et Pékin. Le projet s'inscrit dans une politique de modernisation du secteur aérien, soutenue notamment par la construction du nouvel aéroport international Techo, inauguré le 20 octobre dernier. Cet aéroport, financé et construit par le groupe cambodgien OCIC pour 2 Md USD, vise à renforcer la connectivité et à accompagner la croissance du tourisme, notamment en provenance de Chine. Ce dernier est d'ailleurs en hausse de plus de 21 % sur les sept premiers mois de 2025. Cet accord pourrait renforcer la dépendance économique du pays vis-à-vis de Pékin. Et face à des plateformes régionales déjà bien établies – Bangkok, Kuala Lumpur, Singapour et dans une moindre mesure Ho Chi Minh-Ville –, le chemin pour devenir un véritable centre régional sera sans doute long. Dans le même temps, d'ailleurs, l'accord commercial signé avec les Etats-Unis le 26 octobre dernier prévoit que le Cambodge s'engage à ce que Air Cambodia acquiert également 10 B737 MAX8 (+ 10 options). Cela donnera assurément des marges de croissance.

Laos

Le Laos renforce sa coopération avec l'Australie pour la gestion durable du Mékong

La Commission du Mékong (MRC) et le gouvernement australien ont signé à Vientiane un nouvel accord de coopération visant à renforcer la surveillance et la gestion des ressources hydriques dans le bassin du Mékong datant du 5 novembre dernier. L'Australie a annoncé une contribution de 1,71 M USD pour financer l'Environment and River Profile Survey, programme clé de suivi de la qualité du fleuve et de prévision des changements environnementaux. Cette aide s'inscrit dans le cadre du Mekong-Australia Partnership, axé sur la sécurité de l'eau et le développement durable. À cette occasion, le ministre laotien de l'agriculture et de l'environnement Linkham Douangsavanh et l'ambassadrice d'Australie Megan Jones ont assisté au lancement d'une plateforme numérique innovante, le « Digital Twin », intégrant des données hydrologiques, météorologiques et spatiales en temps réel pour anticiper les impacts du climat et de l'urbanisation sur les communautés riveraines.

Birmanie

L'expansion du secteur manufacturier continue mais ralentit en octobre

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 51,5 en octobre, après 53,1 en septembre, signalant une croissance plus faible de la production et des nouvelles commandes. Selon S&P, des contraintes sur l'offre, et en particulier des pénuries de matières premières, ont bridé la croissance manufacturière. Par ailleurs, l'emploi est resté en net repli, enregistrant sa plus forte contraction depuis février. Les entreprises peinent à maintenir leurs effectifs, en raison de départs volontaires liés à de meilleures opportunités salariales ailleurs et au retour d'employés dans leurs régions d'origine.

Achèvement de grands projets de ponts soutenus par le Japon et la Corée du Sud

Deux ponts à haubans, Atran et Gyaing Zathabyin, ce dernier atteignant 797 mètres de long, construits à Mawlamyine sous la direction du groupe japonais IHI, doivent être achevés en décembre (la date cible de fin de projet initiale était en 2023). Lancé en 2020 et financés en grande partie par l'aide publique au développement japonaise, ce projet, en plus de contribuer au développement des infrastructures locales, participe à l'avancée du projet régional de Corridor économique Est-Ouest reliant le Vietnam, le Laos, la Thaïlande et le Myanmar. Il a mobilisé entre 500 et 600 emplois locaux. En parallèle, des compagnies sud-coréennes devraient également terminer en fin d'année le « Dala bridge » de 1,8 km de long au-dessus du fleuve de Rangoun, dont l'achèvement devait aussi intervenir initialement en 2023. Fait notable, le chef de la junte militaire Min Aung Hlaing a assisté en personne à une cérémonie de coulée de béton du tablier du pont le 10 octobre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr